

Au Burundi, le parti au pouvoir change de visage, pas forcément de ligne

@rib News, 29/01/2020 – Source AFP Au Burundi, la décision du président sortant Pierre Nkurunziza de ne pas se représenter à un quatrième mandat et le choix de l'homme du sérail candidat à sa succession, le général Evariste Ndayishimiye, ouvre la voie à une alternance au sommet de l'Etat lors de la présidentielle de mai.

Ces bouleversements à la tête du régime annoncent-ils pour autant une sortie de la crise dans laquelle le pays est plongé depuis 2015, née de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat controversé? L'espoir est tenu, de l'avis des socialistes. Est-ce un vrai changement au Burundi? La question divise. Certains diplomates, membres de la société civile et opposants veulent voir dans cette alternance qui se profile un signe d'espoir. Ils mettent en avant la personnalité du général Ndayishimiye, décrit par un de ses amis comme "un homme plutôt ouvert, d'abord facile, qui aime blaguer et rire avec ses amis". Tout le contraire de Nkurunziza. Il n'est pas cité dans les nombreux crimes du régime, relève Pacifique Nininahazwe, l'une des principales figures de la société civile, mais l'inconnu reste l'attitude de l'emprise de Nkurunziza sur le nouveau président, la qualité du processus électoral et les intentions d'Evariste Ndayishimiye". Thierry Vircoulon, coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'Institut français des relations internationales (Ifri), est plus tranché. "Le général Evariste Ndayishimiye est issu du sérail, c'est un homme qui appartient au premier cercle du pouvoir depuis au moins 15 ans", explique-t-il. "C'est le même système qui continue, il n'y aura pas de changement de régime au Burundi, il y a juste un changement de personnes", ajoute-t-il. "Le général Ndayishimiye vient de faire au cours des derniers mois le tour des chefs d'Etat de la région et de la Commission de l'UA, en toute discrétion", relève toutefois un diplomate africain. "Partout, il a manifesté la volonté du régime de s'ouvrir". Clap de fin pour Pierre Nkurunziza? Pour le moment, le président Nkurunziza garde une place prédominante au sein du régime burundais. Lors de son congrès dimanche, le parti au pouvoir CNDD-FDD a choisi son nouveau champion mais il a également affirmé la place centrale de M. Nkurunziza. Ce dernier y a été désigné, à jamais, "visionnaire permanent" du parti et surtout, il reste le président du Conseil des sages du parti, un organe restreint qui prend les décisions les plus importantes. L'Assemblée nationale a récemment adopté un projet de loi qui lui assure une retraite dorée, un système de protection en matières sécuritaire et judiciaire équivalent à celui du chef de l'Etat en exercice. "Le président Nkurunziza contrôle tout le système, il est sans doute l'homme le plus riche du pays", pointe un cadre du parti. "Je ne vois pas le général Ndayishimiye, qui s'est toujours montré respectueux, au point d'en paraître obséquieux envers lui, chercher à l'écarter dans un premier temps", ajoute-t-il. "Tout indique qu'il y a eu des négociations au sein du parti et que cette alternance de personnalités a été négociée en interne, mais il ne faut pas sous-estimer des retournements surprenants", analyse M. Vircoulon, en rappelant les déboires de l'ex-président angolais Jose Eduardo Dos Santos. Le régime a-t-il pris de court l'opposition? L'opposition avait semble-t-il fondé toute sa stratégie sur le fait que Pierre Nkurunziza irait aux élections et dimanche, elle a semblé tétanisée, incapable de réagir, à l'issue du congrès du CNDD-FDD. "C'est en effet une surprise pour eux, mais on peut surtout dire que cette opposition n'a pas été bien effective depuis de nombreuses années et plus le temps passe, moins elle apparaît capable d'influencer les événements", estime M. Vircoulon. "Elle est usée par le temps, a été minée dès le départ par ses divisions et certains de ses membres ont décidé de passer de l'autre côté", estime le chercheur de l'Ifri, avant de résumer: "l'essentiel son échec tient à ses divisions". Peut-on s'attendre à des élections crédibles? L'opposition et la société civile sont d'accord sur le fait qu'il "n'y a rien à espérer des élections de 2020, qui sont déjà jouées d'avance". Elles estiment que la commission électorale est aux ordres du régime qui a déjà annoncé qu'il n'acceptera pas sur son sol de mission d'observation internationale, invoquant "la souveraineté" du Burundi. Sur le terrain, les actes de harcèlement et les exactions contre le Congrès national pour la liberté (CNL), le principal parti d'opposition dirigé par Agathon Rwaso, se sont multipliés à l'approche des élections générales. Plusieurs militants de ce parti ont été assassinés, d'autres portés disparus ou torturés, plus de 80 permanences détruites ou dégradées et plus de 200 militants arrêtés depuis son agrèvement en février 2018, selon ce parti. Ces chiffres sont confirmés par la société civile et les médias indépendants. "On n'aura pas d'élections libres et indépendantes notamment parce qu'une partie de l'opposition (en exil) ne peut pas agir dans le pays" et que "l'obsession du CNDD-FDD de rester au pouvoir fait qu'il écarte toute opposition et n'a maintenu que celle d'Agathon Rwaso à titre symbolique", conclut M. Vircoulon.